Antimilitarisme et Lutte armée

L'ESPAGNE NOUVELLE

C.I.R.A.

Bulletin d'Information paraissant tous les Samedis

Le Numéro ; **0 fr. 30** *français ;* **0 fr. 50** *belges*

« Si la militarisation décrétée par la Généralité est faite pour nous intimider et nous imposer une *discipline de fer*, on se trompe, et nous invitons les auteurs du décret à monter au front pour se rendre compte de notre moral et de notre cohésion ; ensuite, nous viendrons les comparer avec le moral et la discipline de l'arrière. » Dernière allocution de **DURRUT**

ECHOS

AVERTISSEMENT A PROPOS D'UN DEPART PRESIDENTIEL

« Avant que le président Aguirre ne succombe à la tentation d'accepter une hospitalité qui lui serait fatale, il doit se souvenir du Négus et de tous les autres fameux déracinés qui ont fourni à l'Histoire ses plus tristes pages. Ceux qui abandonnent leurs devoirs dans des moments graves pour le pays, doivent renoncer à récupérer jamais le pouvoir auquel ils ont renoncé. » — *Bulletin d'Information CNT-FAI* (7 juillet).

——o——

L'AIDE RUSSE A L'ESPAGNE

La Commune du 11 juillet publie une « lettre de Barcelone », où est assez bien définie la manière dont Staline soutient la lutte antifasciste en Espagne — comme la corde soutient le pendu !

Il est de notorieté publique qu'au front d'Aragon, l'aviation russe se refusait systématiquement à prendre l'air toutes les fois que les milices confédérales partaient à l'assaut. Privés de la collaboration formellement promise au haut commandement, nos camarades se faisaient massacrer inutilement et l'on traitait ensuite de fuyards « d'Italiens de Guadalajara » et autres gentillesses les trop rares survivants de ces offensives ratées.

Aujourd'hui, les aviateurs russes semblent avoir changé de méthode ; ils prennent l'air, mais il leur arrive de se tromper dans le choix des objectifs :

« Ainsi, sur le front, à Huesca, il y eut des pertes en tués, pour cette raison, jusqu'à 40 % des effectifs. Sur cette même partie du front, il y eut pis encore : une forte proportion de miliciens furent tués dans leurs tranchées, *mitraillés par les avions russes à 20 mètres*. Les pilotes vinrent dire ensuite, paraît-il, que les ordres manquaient de précision.

« Voici donc comment le Stalinisme triomphe sur la classe ouvrière... »

——o——

LES AFFAMEURS DU PEUPLE

Solidad Obrera du 29 juin, sous la signature de Manuel Ginès, secrétaire général du Conseil Economique, a publié une série de révélations sur les agissements des agents du Gouvernement contre les Collectifs paysans de Catalogne.

« Qu'essayent-ils de faire en s'en prenant à notre industrie laitière, mise en œuvre et contrôlée conjointement par les camarades de la CNT et de l'UGT, dans la forme coopérative, sous le nom de *Laiterie Coopérative Intégrale UGT-CNT* ?

« Les travailleurs des deux syndicats ont été arrêtés, de droite et de gauche. Les vaches de nos fermes laitières (légalement organisées sur la base coopérative) ont été saisies, bien que les statuts aient reçu l'approbation officielle du gouvernement de la Généralité de Catalogne depuis plusieurs mois. Les vacheries, laiteries et fromageries ont été restituées à leurs anciens possesseurs, devenus pour la circonstance et sur le papier des « paysans travailleurs ». Qui a ordonné, qui a protégé ces actes contre-révolutionnaires ?

« Les mêmes faits se sont produits, quoique sur une plus petite échelle jusqu'à présent, dans l'industrie du pain, contrôlée par les travailleurs de l'UGT et de la CNT. Nos marchés centraux de poissons, etc..., également collectivisés en pleine légalité, ont aussi à souffrir des perfides attaques de la ci-devant bourgeoisie.

« Et celle-ci est encouragée par les campagnes empoisonnées que conduit journellement le parti qui s'est constitué le Champion de la défense du Bourgeois en lançant le G. E. P. C. I. (Groupement économique des petits commerçants et industriels). Il ne s'agit plus d'une lutte contre les collectifs CNT, mais contre toutes les conquêtes du syndicalisme ouvrier en général. »

——o——

Ce qui se passe en Espagne :

COURANT POLITIQUE DANS L'ANARCHIE

Sous ce titre, notre collaborateur Hem Day publie dans la *Patrie Humaine* des articles remarquables dont nous espérons bien publier quelque jour la série complète en un numéro spécial de l'*Espagne Nouvelle*.

Par contre, fort surprenante nous paraît l'attitude de Jean Dupoux qui, dans *Terre Libre*, reproche aux « puristes » (dont nous sommes) de « donner le coup de grâce à la CNT-FAI ». Outre que nous n'avons nulle intention homicide vis-à-vis des organisations anarcho-syndicalistes espagnoles, que nous souhaitons simplement un peu mieux inspirées dans le choix de leurs dirigeants et de leurs mots d'ordre, il nous paraît vraiment inattendu, rédacteurs d'un petit brûlot genre *Espagne Nouvelle* ou *Terre Libre* d'être accusés de donner « le coup de grâce » aux gigantesques, toutes-puissantes et richissimes organisations dont les représentants officiels traitent l'ensemble du mouvement anarchiste international avec tant de désinvolture et qui font sonner si haut auprès de la CGTSR ou de la FAF le nombre incomparable de leurs adhérents.

Le camarade Dupoux nous excusera de n'être pas de son avis, lorsqu'il nous dit que l'opposition n'a plus de raison d'être depuis les journées de novembre. Est-ce pour cela qu'on a procédé à l'exclusion des Amis de Durruti ?

Camarades !

Protestez avec nous contre l'arrestation d'authentiques révolutionnaires en Espagne ! Exigez leur libération immédiate !

L'E. N.

LES LEÇONS DE L'HISTOIRE :

De la Commune de Paris à la Révolution Espagnole

Successivement, nos camarades Voline et Sébastien Faure ont fait entendre leur parole de clarté et de vérité. Leur raisonnement est, d'ailleurs, exactement le même.

La tactique « ministérialiste » est radicalement, absolument, définitivement *anti-anarchiste*. (Comme le furent, d'ailleurs, le cours Pestagniste de 1931-1933, la participation aux élections contre Gil Roblès, et la tolérance accordée en juillet 1936 aux partis et politiciens bourgeois).

Dès lors, de deux choses l'une : ou bien la tactique ministérialiste était nécessaire, utile, efficace, imposée par les circonstances et l'anarchisme doit être révisé de fond en comble. Ou bien, la tactique ministérialiste est une erreur, une faute, une trahison devant le peuple et la révolution, dont la défense et les destinées matérielles et morales continuent à être inséparablement liées à l'application des moyens et méthodes spécifiquement *anarchistes*.

La question nous semble ainsi parfaitement posée, contrairement à l'opinion du camarade Bertoni. Mais elle n'est pas résolue en ce sens, que la valeur pratique de deux méthodes — ministérialiste et anarchiste — n'est pas discutée à la lumière des événements espagnols et de l'histoire, c'est-à-dire de l'expérience acquise par notre mouvement. C'est en ce sens que nous voudrions jeter quelques points de repère.

Les camarades ministérialistes d'Espagne et d'ailleurs s'évertuent à nous faire croire que leur position se légitime par les circonstances exceptionnelles, l'état de guerre, l'invasion étrangère, l'alliance russe, etc...

D'après eux, le programme de la Révolution Sociale devrait être réservé pour les circonstances *ordinaires* de la vie — lorsqu'il n'existe ni crise économique, ni dualité de pouvoir, ni risque d'intervention extérieure, ni lutte armée contre le fascisme.

Par contre, le seul fait de ces « circonstances exceptionnelles » obligerait les anarchistes à renoncer à tout leurs principes et à recourir, pour leur propre défense, aux méthodes préconisées par les militaires et les politiciens professionnels, seuls techniciens autorisés (! ?) de la lutte armée et de la conduite des destinées humaines !

Pourtant aux yeux des pionniers de la pensée anarchiste, comme aux yeux de tous les véritables révolutionnaires, c'est précisément dans les situations extraordinaires, désastreuses et désespérées que se manifeste l'éclatante supériorité des méthodes insurrectionnelles sur les routines militaires et gouvernementales.

APRES SEDAN

L'œuvre de Bakounine pendant les années 1870-1871 (les écrits du grand anarchiste à cette époque forment le noyau même de son œuvre) est toute entière consacrée à démontrer que la destruction de l'armée impériale, la mise en vacances du pouvoir gouvernemental après Sedan, et la présence sur le sol français de près d'un million de prussiens *exigeaient impérieusement*, comme *seule méthode possible* de défense et de succès, le recours aux formes les plus extrêmes de l'anarchie révolutionnaire : la lutte de classe expropriatrice, la destruction radicale de tout centralisme administratif ou militaire, la proclamation généralisée des communes insurrectionnelles.

En septembre 1870, Bakounine salue en ces termes l'écroulement du pouvoir impérial :

« Les Allemands viennent de rendre un immense service au peuple français. Ils ont détruit son armée.

« L'armée française ! cet instrument si terrible du despotisme impérial, cette unique raison d'être des Napoléons ! Tant qu'elle existait, hérissée de baïonnettes fratricides, il n'y avait point de salut pour le peuple français. Il pouvait y avoir en France des pronunciamientos comme en Espagne, des révolutions militaires, mais la liberté — jamais ! Paris, Lyon, et tant d'autres cités ouvrières de la France, le savent bien.

« Aujourd'hui, cette immense armée, avec son organisation formidable, n'existe plus. La France peut être libre. Elle le sera grâce à ses frères allemands.

« Mais bienfait pour bienfait. C'est maintenant le tour du peuple français de rendre le même service au peuple allemand. Malheur aux Allemands si leurs armées retournaient triomphantes en Allemagne ! c'en serait fait de toutes leurs espérances d'avenir et de leur liberté, pour au moins cinquante ans. » *(Le Réveil des Peuples.)*

LA DEFENSE DU TERRITOIRE

Les moyens que préconise Bakounine pour détruire à son tour l'armée allemande ont fait leurs preuves contre les armées de Napoléon Ier et sont encore le cauchemar de tous les experts militaires. Ce sont le harcellement de l'adversaire par des corps-francs agissant sur l'arrière de ses armées, la défense organisée des villes par leur population, le refus généralisé de coopérer avec l'envahisseur, le terrorisme frappant ses cadres militaires et policiers, la propagande révolutionnaire démoralisant les troupes, en un mot, l'offensive tactique en ordre dispersé, sans accepter ni stabilisation de

front ni bataille rangée, mais en désorganisant systématiquement l'adversaire.

Depuis Bakounine, qui était, rappelons-le, un technicien militaire consommé et le praticien chevroné de plusieurss guerres civiles, le matériel militaire a sans doute fait des progrès énormes ; mais la complexité actuelle des divisions motorisées ou de la technique aérienne ne font que condamner plus nettement encore la tactique des « lignes de fer » et des « offensives en masses » de la part d'un peuple insuffisamment équipé industriellement et disposant de cadres militaires douteux.

L'infinie complexité de l'appareil de guerre ultra-moderne appliqué aux opérations par grandes unités rend, au contraire, *très vulnérables à la désorganisation par l'arrière ou par l'intérieur* les armées d'invasion du fascisme étranger en Espagne. Le fait a été reconnu à Guadalajara et les observateurs intelligents s'étonnent de voir les miliciens espagnols, forts de cette expérience, s'acharner maladroitement à imiter les Italiens sur un terrain où ils ne peuvent leur être que très inférieurs en matériel et en organisation, alors qu'ils auraient toute facilité de les battre par les méthodes non-militaires et non-étatiques de la « guerilla » et de la fraternisation révolutionnaire.

INCAPACITE DU GOUVERNEMENT

« Pour exercer efficacement les pouvoirs de l'Etat — observe Bakounine dans le manuscrit rédigé à Marseille (où il conspirait pour une deuxième tentative insurrectionnelle après son échec à Lyon) — il faut avoir en ses mains une puissance non fictive, mais réelle ; il faut avoir à sa disposition tous les instruments de l'Etat. Quels sont ces instruments ? C'est d'abord une armée nombreuse, bien organisée, armée, disciplinée et nourrie, et surtout bien commandée. C'est ensuite un budget bien équilibré, bien administré, et bien riche, ou un crédit capable de suffire à toutes les dépenses extraordinaires rendues nécessaires par la situation particulière du pays. C'est enfin une administration honnête, dévouée, intelligente et active.

« Voilà les trois instruments qui constituent la puissance réelle de l'Etat. Otez-lui l'un de ces trois instruments, et l'Etat n'est plus puissant. Que sera-ce lorsque tous les trois lui manquent à la fois ? L'Etat ne sera rien, il sera réduit à zéro. Il ne sera plus qu'un fantôme, un revenant capable de faire du mal en effrayant les imaginations et en pesant sur les volontés, mais incapable d'aucune entreprise sérieuse, ni d'aucune action salutaire pour le pays. Telle est précisément la situation actuelle de l'Etat en France. »

Et après avoir démontré l'impuissance et la désorganisation qui ont conduit à la défaite, la nouvelle aggravation qui résulte de celle-ci, la faillite morale et sociale de la bourgeoisie en général et de la bureaucratie gouvernementale en particulier — Bakounine arrive à cette conclusion, également valable pour l'Espagne républicaine actuelle et pour son appareil d'Etat décomposé par la sédition et prêt à toutes les complaisances et à toutes les conspirations avec les factieux et l'impérialisme :

IMPOSSIBILITE DE REFORMER L'ETAT

« Si les avocats et les savants doctrinaires qui composent le gouvernement de la Défense nationale avaient moins de vanité présomptueuse et plus de dévouement à la cause du peuple ; s'ils avaient un peu plus d'intelligence et de résolution révolutionnaire, s'ils ne détestaient la révolution encore plus qu'ils ne détestent l'invasion des Prussiens, s'ils eussent eu le courage de la vérité et vis-à-vis d'eux-mêmes et vis-à-vis du peuple, envisageant froidement la situation actuelle de la France, ils se seraient dit :

« 1° Que se servir pour le salut de la France de cette administration impériale qui l'a perdue et qui ne peut faire autre chose que conspirer contre elle, est chose impossible ;

« 2° Que changer tout le personnel de cette administration dans le délai de quelques jours, trouver plus de cent mille fonctionnaires nouveaux pour les mettre à la place des fonctionnaires de l'empire, serait une entreprise également impossible ;

« 3° Que le modifier seulement en partie, en remplaçant seulement les grands fonctionnaires : les ministres, les préfets, les sous-préfets, les avocats généraux et les procureurs de l'empire, par des républicains bourgeois plus ou moins capables et pâles, et en conservant dans les bureaux et dans tous les autres emplois les anciens fonctionnaires de l'empire, serait une tentative aussi ridicule qu'inutile. Car il est évident que les nouveaux ministres, préfets, sous-préfets, avocats, généraux et procureurs de la république, deviendraient nécessairement les jouets de leurs bureaux et de leurs fonctionnaires subalternes, dont ils ne seraient que les chefs nominaux ; et que leurs bureaux, la masse de ces fonctionnaires subordonnés, dévoués par habitude, par intérêt, par nécessité et par la force d'une solidarité criminelle, à la politique de la bande impériale, profitant des fonctions qu'on leur aura laissées pour protéger sournoisement, en secret, mais toujours et partout, les partisans de cette politique, et pour en combattre les adversaires par tous les moyens, les forceraient eux, les ministres, les préfets, les sous-préfets, les avocats généraux et les procureurs de la république, à servir contre leur propre vouloir la cause des Bonaparte contre la république ;

« 4° Que, par conséquent, en vue du salut de la France et de la République, il n'y avait qu'une seule chose à faire : c'était de briser toute l'administration impériale par la destitution en masse de tous les fonctionnaires militaires et civils de l'empire, depuis Palikao le premier ministre, jusqu'au dernier garde champêtre ; sans oublier les tribunaux qui, depuis la Haute-Cour et la Cour de cassation jusqu'au dernier juge de paix, sont, plus que toute autre branche du service de l'Etat, infectés

de bonapartisme et qui, pendant vingt ans de suite, n'ont pas fait de la justice, mais de l'iniquité ;

« 5° Que l'Etat ayant fait banqueroute et se trouvant dissous par le fait de la trahison impériale, qui en avait d'ailleurs depuis longtemps forcé et détruits les ressources et tous les ressorts ; étant définitivement liquidé par l'action révolutionnaire du peuple qui en avait été la conséquence immédiate et inévitable ; en un mot, que la France officielle ayant cessé d'exister, il ne restait plus que la France du peuple ; plus d'autres forces et de moyens de défense que l'énergie révolutionnaire du peuple ; plus d'autres juges que la justice du peuple ; plus d'autres finances que les contributions volontaires ou forcées des classes riches ; et plus d'autre constitution, d'autre loi, d'autre code, que celui du salut de la France. »

ARMER LE PEUPLE, POUR LE RENDRE INGOUVERNABLE

Il est remarquable que le fascisme militaire espagnol ait été éliminé à la première bataille (19 juillet) partout où le peuple est passé à l'action directe par-dessus les scrupules de la légalité et l'arbitrage intéressé de la bourgeoisie démocratique, tandis qu'il a été vaincu, partout où celle-ci a réussi à maintenir sa domination économique et politique (ce qui fut le cas en Andalousie, dans la Castille et aux pays basques).

Par là se trouve confirmé, une fois de plus, le grand principe de toute pensée révolutionnaire : *seul un peuple ingouvernable peut se dire invincible en face de l'invasion étrangère.*

Quant à la devise qui fut celle de Jules Guesde, entrant comme ministre dans le gouvernement d'union sacrée d'août 1914 et proclamant que le peuple français en armes devrait tourner ses baïonnettes *après la victoire* vers l'ennemi de classe, et faire la révolution sociale *une fois l'envahisseur mis en déroute,* nous la trouvons refutée par avance dans les « Paroles d'un Révolté » de Pierre Kropotkine (qui depuis, dans sa sénilité, se laissa glisser sur la pente des mêmes errements).

Ce n'est pas au fait d'avoir été insuffisamment militariste, insuffisamment gouvernementale, insuffisamment nationale, face à l'invasion étrangère et à la réaction versaillaise, que Kropotkine attribuait la défaite de la Commune de Paris. Au contraire (d'accord en cela avec Louise Michel, Lefrançais, Malato, Benoit Malon et *Karl Marx lui-même*), il lui reproche d'avoir été insuffisamment sociale, insuffisamment anarchiste, et insuffisamment révolutionnaire !

LA COMMUNE DE PARIS

« S'assurer d'abord la victoire ! — écrit Kropotkine en 1884 — Comme s'il y avait moyen de se constituer en Commune tant qu'on ne touche pas à la propriété ! Comme s'il y avait moyen de vaincre les ennemis, tant que la grande masse du peuple n'est pas intéressée directement au triomphe de la révolution en voyant arriver le bien-être matériel intellectuel et moral pour tous ! On cherchait à consolider la Commune en renvoyant à plus tard la révolution sociale, tandis que l'unique moyen de procéder était de *consolider la Commune par la révolution sociale* ! »

La Révolution n'est pas un « but final » théorique et abstrait, *elle est exclusivement une question de moyens et méthodes nécessaires pour sortir d'une certaine impasse pratique, d'une certaine crise aggravée jusqu'à la catastrophe !* C'est dans le choix des moyens, et exclusivement dans ce choix, que réside la révolution ou la contre-révolution, le capitalisme ou le socialisme, le gouvernementalisme ou l'anarchisme !

« ...En proclamant la Commune libre, le peuple de Paris proclamait un principe essentiellement anarchiste ; mais, comme à cette époque l'idée anarchiste n'avait que faiblement pénétré dans les esprits, il s'arrêta à moitié chemin et, au sein de la Commune, il se prononça encore pour le vieux principe autoritaire, en se donnant un Conseil de la Commune, copié sur les Conseils municipaux.

« Si nous admettons, en effet, qu'un gouvernement central est absolument inutile pour régler les rapports des Communes entre elles, pourquoi en admettrions-nous la nécessité pour régler les rapports mutuels des groupes qui constituent la Commune ? Et si nous abandonnons à la libre initiative des Communes le soin de s'entendre entre elles pour les entreprises qui concernent plusieurs cités à la fois, pourquoi refuser cette même initiative aux groupes dont se compose une Commune ? Un gouvernement dans la commune n'a pas plus de raison d'être qu'un gouvernement au-dessus de la Commune.

ERREUR DANS LE CHOIX DES MOYENS

« Mais, en 1871, le peuple de Paris, qui a renversé tant de gouvernements, n'était qu'à son premier essai de révolte contre le système gouvernemental lui-même : il se laissa donc aller au fétichisme gouvernemental et se donna un gouvernement. On en connaît les conséquences. Il envoya ses enfants dévoués à l'Hôtel-de-Ville. Là, immobilisés, au milieu de paperasses, forcés de gouverner lorsque leurs instincts leur commandaient d'être et de marcher avec le peuple ; forcés de discuter, quand il fallait agir, et perdant l'inspiration qui vient du contact continuel avec les masses, ils se virent réduits à l'impuissance. Paralysés par leur éloignement du foyer des révolutions, le peuple, ils paralysaient eux-mêmes l'initiative populaire. »

Faute d'avoir *choisi les moyens* qui correspondaient à son origine insurrectionnelle, à son contenu populaire, à sa vocation révolutionnaire et au prestige qu'elle pouvait attendre d'une conduite hardiment fédéraliste et socialiste, la Commune de Paris se laissa donc entrainer par Versailles sur un terrain où elle était vaincue d'avance, le terrain politico-militaire classique, où ne pouvait que s'étaler l'incompétence de ses généraux et de ses ministres improvisés.

Le résultat fut que la Commune eut des corps armés, mais des corps armés amorphes, immenses troupeaux en uniformes, dont les chefs étaient réduits à l'impuissance. Elle eut un gouvernement, qui tua l'initiative nécessaire des sections, la capacité combattive et constructive des masses, sans pouvoir lui substituer l'efficacité d'une dictature. Elle eut une diplomatie, qui sema à pleines mains les illusions les plus néfastes et consomma, sans même s'en apercevoir, les plus impardonnables trahisons. Elle eut une police, qui se ridiculisa par son arrogance et sa futilité et se rendit odieuse par quelques atrocités inutiles. Elle eut une propagande officielle, mais cette propagande se limita au classique bourrage de crânes, semant le conformisme bourgeois et l'optimisme béat là où la révolte grondait et n'attendait qu'un signe pour exploser.

Enfin, elle remit systématiquement à demain les mesures sociales les plus indispensables, sous prétexte *d'assurer d'abord la victoire* pour faire *ensuite* la révolution.

TOUJOURS LES MEMES FAUTES !

On se demande avec angoisse combien d'expériences du même genre seront nécessaires pour libérer le prolétariat du complexe d'infériorité qui le pousse à imiter servilement la bourgeoisie et le militarisme — même lorsqu'il se décide à leur faire la guerre !

Le peuple ibérique, fort de ses traditions libertaires et syndicalistes, semblait avoir pris un chemin différent. Et voilà qu'à leur tour, les hommes de la révolution espagnole se sont laissés infecter par la fréquentation des représentants de l'impuissance bourgeoise dans leur propre camp ! Une fois de plus, « des lions commandés par des ânes », se laissent conduire au suprême sacrifice sous le signe de l'antifascisme le plus stérile et de l'union sacrée patriotique. Les anarchistes espagnols ont refusé de vaincre comme anarchistes, et acceptent de mourir comme *gouvernementaux, comme défenseurs de la légitimité de l'Etat !*

Presque rien ne reste de l'internationalisme, de l'anti-étatisme, de l'anti-militarisme de principe, qui faisaient la force principale des insurgés de juillet 1936, et qui se prolongeaient magnifiquement à travers l'épopée de Durruti en Aragon pendant les mois d'août et de septembre !

La révolution espagnole, si bien commencée, est tombée dans les pièges du stalinisme qui lui a hypocritement proposé l'appui de son appareil militaire moyennant la vassalisation politique, économique, financière et diplomatique de l'Espagne nouvelle aux ambassades et aux états-majors de Moscou. Et à l'heure qu'il est, on ne saurait dire ce qui leur fut le plus fatal, des cadeaux empoisonnés de l'impérialisme russe, où des concessions mortelles qu'il n'a pas manqué d'exiger à titre d'échange.

ASSEZ ! LA MESURE EST COMBLE !

A l'heure actuelle, nos camarades espagnols sont devenus de la chair à canon pour une cause qui n'est pas la leur. Nous n'en voulons pour preuve que la déclaration de la C. A. de l'Union Anarchiste dans le *Libertaire* du 8 juillet.

« Une autre tactique d'élimination est pratiquée contre les colonnes confédérales de Madrid : elles sont systématiquement placées aux endroits les plus dangereux et les protestataires sont fusillés *suivant le nouveau Code militaire en vigueur.* »

Si l'on veut bien se rappeller que ledit code militaire s'inscrit dans l'œuvre gouvernementale du ministre de la justice Garcia Oliver, œuvre avec laquelle le *Lib* et l'U. A. se sont solidarisés publiquement. Si l'on veut bien se souvenir que le même Garcia Oliver, après la fameuse campagne sur le commandement unique, signa l'ordre d'introduction en Espagne des « brigades internationales » staliniennes et leur permis de constituer sur l'arrière des milices populaires un corps spécial, radicalement isolé, ayant ses cadres propres et son commandement séparé, véritable cheval de Troie de l'impérialisme russe que nous avons dénoncé à l'époque. Si l'on veut bien constater que Garcia Oliver, paradant en tête des galonnards à 1.200 pesetas par mois de l'Ecole militaire « populaire », leur adressa ce langage : « Vous, officiers de l'armée populaire, devez observer une discipline de fer et l'imposer à vos hommes, lesquels, une fois dans les rangs, *doivent cesser d'être vos camarades* et former l'engrenage de la machine militaire de notre armée. » Si on totalise tout ce que le cours actuel de la guerre, et du « tout pour la guerre » représente de sacrifices sanglants, de gaspillage humain, de corruption et de démoralisation pour les élites révolutionnaires de l'Europe et du monde, alors on ne peut que crier avec nous : Assez ! Assez ! Cela ne peut durer ainsi !...

LES DEUX ISSUES

La situation actuelle de guerre impérialiste en Espagne sous le couvert des contrastes politiques (fascisme et front populaire) n'a que deux issues possibles.

Ou bien l'Espagne gouvernementale restera gouvernementale, et alors le seul moyen d'échapper à un nouveau désastre militaire du genre de celui de Bilbao ou de Malaga est de renoncer à la reconquête des provinces occupées et de faire la paix au plus vite.

Ou bien la guerre impérialiste, gouvernementale et militariste sera transformée en insurrection sociale, et la lutte armée contre le militarisme de Franco reprendra son sens originel. Dans ces conditions, la victoire du peuple sera plus difficile, sans doute, qu'elle n'eut été en août ou septembre 1936, mais elle est encore possible.

Si la première solution prévaut — celle d'un Brest-Litovsk par lequel le gouvernement espagnol abandonnerait à Franco et aux impérialistes qui se disputent son alliance les provinces qu'il occupe actuellement — le rôle de nos camarades sera d'opérer en bon ordre et avec le moins de sacrifices possibles, grâce aux échanges de prisonniers et à

la conservation de certaines conquêtes essentielles de juillet, leur *retraite vers l'illégalité.*

Si, au contraire, la révolution prévaut demain, comme elle aurait pu le faire le 5 mai, alors il sera possible d'envisager la destruction du fascisme, du militarisme et du capitalisme à l'échelle de toute l'Espagne et la création d'une libre Fédération des Peuples Ibériques sur des bases socialistes et libertaires.

La CNT est assez forte pour choisir son chemin et imposer aux événements telle ou telle direction. Mais la condition préalable de toute solution — paix des Etats ou révolution — c'est l'abandon de la tactique d'auto-sacrification que l'organisation confédérale mène depuis plus de six mois à ses dépens et aux dépens de l'anarchisme international. C'est l'abandon de « l'Union Sacrée » et du « tout pour la guerre » qui veulent dire « tout pour et par le gouvernement » et qui mènent le peuple espagnol de déroute en désastre *vers le triomphe totalitaire du fascisme.*

A. P.

CE QUI SE PUBLIE :

Antimilitarisme et défense révolutionnaire

LES REVUES

L'ORDRE NOUVEAU, revue mensuelle, 107 boulevard Raspail, Paris.

Numéro 26 (15 décembre 1936) :

Stérilité de la Guerre, par Claude Chevalley.

Il n'y a plus de *défense nationale*, remarque l'auteur, depuis que les communes ont remis à l'Etat le soin de défendre leur sol par la guerre :

« ...La guerre des Etats modernes ne peut, en aucun cas, être purement défensive : elle est nécessairement aussi agressive, le seul moyen de se défendre des armées géantes modernes étant d'attaquer. Or, si l'instinct profond de la terre peut pousser la personne à défendre jusqu'à la mort son sol et celui de ses ancêtres, il ne saurait en aucun cas justifier une agression contre le sol étranger qui est, sentimentalement, chose nulle pour l'homme. Les nazis eux-mêmes font remarquer que le facteur racial est normalement un facteur pacifique, oubliant qu'il cesse justement de l'être quand il est étatisé. L'un des principes élémentaires de l'art militaire consiste à exploiter le terrain conquis, donc à coloniser la terre étrangère, jusqu'à cette limite de la colonisation qui s'appelle destruction complète. Mais il y a plus, en effet, et surtout au point de vue des conceptions les plus « modernes », la guerre n'est possible que par une main-mise radicale de l'Etat sur la Nation (main-mise déjà effectuée dans les pays à dictature, et qui le sera le jour d'ouverture des hostilités dans les autres ; cf. le plan de mobilisation générale de Paul-Boncour). De sorte que l'on prétend, sous prétexte de libérer une partie envahie du territoire, placer tout le reste du pays sous une dictature totale (cf. Gribouille). L'appareil étatique se trouve ainsi coloniser son propre pays : une guerre « nationale » est, en réalité, une guerre coloniale dans laquelle l'Etat impérialiste cherche à coloniser non seulement le sol de l'ennemi, mais tout d'abord le sien propre. D'ailleurs, le prétexte même de la défense du territoire est bien souvent lui-même abandonné ; la technique militaire tend à perdre de vue sa raison première, et à se développer abstraitement en et pour elle-même La recherche d'avantages tactiques ou stratégiques, ou pis encore, la recherche de la gloire militaire, devient alors la fin à laquelle tout doit se subordonner. »

L'armée dans la Nation, par Robert Aron.

Démontrant l'absurdité foncière de la centralisation militaire (commandement unique), et de la conscription centralisée (mobilisation) substituée au recrutement local, l'auteur montre que les solutions étatiques de la « défense du territoire » ont été l'œuvre du Directoire et de l'Empire (loi du 19 fructidor an VI) dans le but essentiellement réactionnaire « d'alimenter en hommes les armées, sans préparer le peuple lui-même à la guerre » (Monteilhet).

« La mobilisation actuelle, comme toute opération d'Etat, commence par briser toutes les attaches locales de chacun des mobilisés, toutes les possibilités de défense communale que chacun pourrait exercer, à condition d'être entraîné et préparé sur les lieux mêmes.

« La mobilisation générale suppose une guerre très longue et très lente à se déclencher. Elle gaspille en grande partie les forces de résistance disponibles. Au rebours de l'offensive, la défensive ne suppose pas une concentration des forces : elle n'exige pas que l'on vide tout le pays pour remplir uniquement la zone des opérations. Elle devient plus efficace si chaque centre de résistance naturel est occupé en permanence et oppose à l'envahisseur des troupes entraînées sur place et accoutumées au sol.

« Il ne s'agit donc pas de prévoir une période d'instruction, une de mobilisation, une de concentration. Mais la nation étant armée, et chaque homme étant armé à tout instant de son âge adulte, et dans le cadre même de sa vie, la mobilisation a lieu sur place : bien mieux, elle est toujours faite, et chaque contingent rejoint au premier signe d'alarme ses emplacements de défense à portée de son village, comme font déjà aujourd'hui certaines populations voisines de la ligne fortifiée qui, au premier coup de tocsin, gagnent leur poste de combat.

« Le rôle d'une organisation centrale est alors de fédérer, d'instruire, d'armer tous les centres de résistance. Et, question qu'il faut poser sans prétendre à la résoudre, de prévoir les services communs — de prévoir peut-être aussi les unités non locales qui pourraient, par une tactique plus large, renforcer dans les endroits menacés les centres locaux de combat. »

Face à la théorie mobilisatrice (qui a mené les révolutionnaires espagnols à l'abdication de tous leurs principes), l'auteur expose l'idée de la population armée défendant son sol. Et parmi les témoins qu'il cite en faveur de son système, on ne doit pas être surpris de trouver Napoléon Ier en personne, vaincu en Espagne et en Russie par le système du harcellement sur place.

« Pendant l'Empire, les besoins d'une politique détachée des nécessités proprement patriotiques, pour des fins d'impérialisme abstrait, amenèrent le perfectionnement exclusif du système de la conscription et d'une stratégie fondée sur l'existence d'une armée professionnelle étatiste. Cependant, l'insuffisance pratique de cette armée n'attendit pas pour apparaître à Napoléon l'écroulement de l'Empire : d'année en année, pendant

Numéro 14-15 NOUVELLE SÉRIE 31 Juillet 1937

L'ESPAGNE NOUVELLE

RÉDACTION: S. D. O. 10, Rue Emile-Jamais, Nimes (Gard)
TRÉSORIER: P. Jolibois (même adresse) C. C. P. 186-99 Montpellier
ABONNEMENTS : Un an : France, Colonies : 12 fr. ; extérieur 15 fr. — 6 mois : France, Colonies 8 fr. ; extérieur 10 fr.

son règne, des affirmations non équivoques permettent de percevoir en lui le sentiment que l'armée, instrument de conquêtes et de politique impériale, devrait se doubler de troupes locales, plus proprement destinées à défendre le territoire.

« Le 11 décembre 1802, prononçant un discours aux députés suisses pour qu'ils conservent leurs milices, le premier Consul disait : « L'établissement d'une troupe soldée diminuerait votre force réelle au lieu de l'augmenter. Si vous avez un seul régiment de troupes soldées, il faut renoncer à des milices vigoureuses. Dès que les habitants voient sur pied des soldats qu'ils paient, ils disent : C'est à vous à nous défendre ». L'alternative, troupe soldée ou milices, exprimée avec cette brutalité, a sans doute quelque chose d'arbitraire : mais, sans la pousser jusqu'à cette extrémité, Napoléon ne cessa, de 1805 à 1815, d'être obsédé par le désir de créer des milices pour « mettre l'Empire à l'abri sur tous les points ». Les derniers mots sont importants : c'est, en effet, cette ubiquité, cette répartition égale sur le territoire de troupes locales, qui semble indispensable à l'Empereur. A Sainte-Hélène, il dit que si on l'avait fait, il aurait eu « une nation maçonnée à chaux et à sable, capable de défier les siècles et les hommes ». Et lorsqu'à son retour de l'île d'Elbe, il jette les bases d'une réorganisation de la garde nationale, il fixe ainsi le programme que Waterloo l'empêcha d'exécuter : « Toutes les garanties se trouvent dans cette grande mesure de défense nationale. La paix ne saurait être troublée lorsque la partie la plus vigoureuse de la population plus de deux millions d'hommes, la plupart aguerris, sont armés non plus en masse et tumultueusement, mais d'après des bases régulières et destinés uniquement à défendre l'intégrité du territoire français, s'il était attaqué. »

Nous dédions cette citation du grand despote de l'Europe aux camarades catalans qui ont si bien montré le 19 juillet 1936, le 31 octobre (Tentative de débarquement italien à Rosas) et, récemment, le 4 mai 1937, ce que peut faire un peuple aguerri, combattant sur le territoire même où il travaille, le fusil à portée de la main.

Chronique de la Non-Intervention

Le député Cook a interpellé, le 13 juillet, le ministre de la guerre à la Chambre des Communes, au sujet des fortifications érigées par des ingénieurs allemands dans la région de Gibraltar et sur l'installation de canons à longue portée commandant la forteresse britannique.

——o——

A Saint-Roque, quatre mille soldats allemands sont arrivés en provenance de Xerès. Ils sont soumis à un entrainement intensif et procèdent, d'autre part, à l'instruction militaire des phalangistes et des recrues espagnoles.

——o——

D'un aérodrome situé aux environs de Sarzana (Italie), partent continuellement des avions destinés aux insurgés espagnols. Le 11 juin, en particulier, on assista à l'envolée de 12 avions lourdement chargés de bombes incendiaires et explosives. Le dernier ayant heurté un obstacle, une violente série d'explosions se produisit durant plusieurs minutes. Une maison fut détruite, des habitants furent gravement blessé. Tout l'équipage a péri. Des patrouilles de miliciens ont dispersé brutalement les personnes accourues au bruit de l'explosion.

——o——

L'envoi massif de matériel de guerre aux insurgés espagnols a rendu nécessaire à Turin l'accélération du rythme du travail et une intensification de la production de guerre. Dans tous les établissements sidérurgiques de la province d'Aoste, en particulier, on travaille jour et nuit sans interruption.

——o——

A Naples et à Gaëte, des navires arrivent d'Espagne chargés de soldats italiens blessés. Avec les blessés se trouvent également des soldats qui ont été mis en arrestation pour avoir refusé de se battre.

——o——

Dans le port de Gaëte règne une activité fébrile, en raison des envois massifs de matériel de guerre à destination de l'Espagne insurgée. Ce port est utilisé de préférence à Naples, pour effectuer les envois de matériel aux rebelles, comme plus approprié à des embarquements secrets. Afin de cacher ceux-ci au public, il a été interdit de sortir dans la rue après 10 heures du soir.

——o——

A l'occasion des départs de « volontaires pour l'Espagne », il y a eu à Parme des manifestations de protestation qui ont tourné en bagarres avec la police. On parle de 21 blessés et de 200 arrestations. Dans d'autres localités, les femmes sont descendues dans la rue en criant : « Ici non plus, nous ne voulons pas de ce qui se passe en Espagne. »

L'imprimeur-gérant : A. PRUDHOMMEAUX - 10, rue Emile-Jamais - *Nimes* (Gard).